

LEGAL ADVISER

Room 620

---

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

C/ADM/240/2

23 Octobre 1963

To : ✓ Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Service  
Chief Finance Officer

From : Chief, Purchasing and Supply Section

Subject : Contract with BELL for the lease of a telephone switchboard  
Italian Hospital, Elisabethville.

Forwarded herewith, please find for your information  
and records one copy of the captioned contract.

*A. H. Coopers*



CONTRAT DE LOCATION  
INSTALLATIONS TELEPHONIQUES PRIVEES

Entre les soussignés :

BELL TELEPHONE MFG Cy  
Bureaux Bldg Texaco Av. du Port, B.P. 8632  
Léopoldville

ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et :

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO (ONUC)  
Bldg "Le Royal", B.P. 7248, Léopoldville

ci-après dénommée "L'Abonné" d'autre part, *E. D. Bodun*

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1.- La Compagnie louera à l'Abonné l'appareillage téléphonique décrit ci-dessous :

Un commutateur 7120-3/20  
Treize postes téléphoniques  
Un poste opérateur à clavier.

Cette installation est en service à l'Hôpital Italien ONUC, Elisabethville.

Article 2. - L'Abonné prend l'installation dans l'état où elle se trouve et la reconnaît en bon état de fonctionnement, ce matériel restant la propriété de la Compagnie.

Article 3. - L'Abonné s'engage à retourner ledit matériel à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive de la Compagnie sans que celle-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages - intérêts à ce titre.

Article 4. - L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance de location de base de US \$ 775 par an. Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire à Léopoldville. Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales dont l'Abonné est exonéré. Au cas où le contrat serait résilié au cours de l'année, selon les conditions requises à l'article 6, la redevance sera calculée au prorata de la période écoulée.



Article 5.- A la date d'expiration du présent contrat, suite à un préavis conformément à l'article 6 ci-dessous, le paiement des redevances sera arrêté automatiquement nonobstant tout litige ou réclamation résultant de l'utilisation du matériel.

Article 6. - Le présent contrat entrera en vigueur à la date du 1er Janvier 1963. Il est conclu pour une période d'une année et est renouvelable par tacite reconduction par période de six mois, s'il n'est pas dénoncé par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours. Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la Compagnie par lettre recommandée, avec effet immédiat au cas où pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région d'Elisabethville.


Article 7. - Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord seront soumis à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. - Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 9. - Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies au Congo.

Fait à Léopoldville, le 21 Octobre 1963

Pour l'Abonné



C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
ONUC

Pour la Compagnie

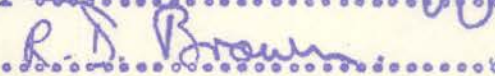


R. GRAMERS  
Adjoint Directeur

Visas : Conseiller Juridique Spécial .....



Chef du Service de l'Inspection .....



Chef du Service des Achats  
et de l'Approvisionnement .....



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM 610 GEN

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

19 October 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Service  
Chief Finance Officer

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Amendment No. 4 to Contract CON 133/62, ONUC  
Cenwarren.

Forwarded herewith for your information and records  
please find two copies of the captioned contract.

*A.M. Cargy*



AVEVANT No. 4 AU CONTRAT

CON 133/62

du 18 avril 1962

Entre

d'une part

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO  
représentée par H.C. SEWARD, Chef des  
Services Administratifs de l'ONUC ci-après  
dénommée "LES NATIONS UNIES" ou "L'ONUC";

Et

d'autre part

LA COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE  
(CENWARRAN) S.C.R.L. représentée par son  
mandataire à Léopoldville, M.R. GONCALVES  
ci-après dénommée "CENWARRAN".

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

La location de l'entrepôt sis 4, Avenue Hauzeur détaillé  
à l'article 3 du contrat original, prend fin à la date du  
31 octobre 1963. En conséquence les articles 3 et 8 du contrat  
original sont annulés dans leur totalité.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville le 18 octobre 1963.

Pour la Compagnie d'Entreposage et  
de Warrantage "CENWARRAN" :

Pour L'OPERATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

R. GONCALVES  
Mandataire

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs

Visas: Conseiller Juridique Spécial

C. TAFF C. Taff

Chef Adjoint du Service  
d'Inspection

R.D. BROWN R.D. Brown

Chef, Section des Achats et de  
L'Approvisionnement

A. W. COOPER A.W. Cooper

AVENANT No. 4 AU CONTRAT

CON 133/62

du 18 avril 1962

Entre

d'une part

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO  
représentée par M.C. SEWARD, Chef des  
Services Administratifs de l'ONUC ci-après  
dénommée "LES NATIONS UNIES" ou "L'ONUC";

Et

d'autre part

LA COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE  
(CENWARRAN) S.C.R.L. représentée par son  
mandataire à Léopoldville, M.R. GONCALVES  
ci-après dénommée "CENWARRAN".

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

La location de l'entrepôt sis 4, Avenue Hauzeur détaillé  
à l'article 3 du contrat original, prend fin à la date du  
31 octobre 1963. En conséquence les articles 3 et 8 du contrat  
original sont annulés dans leur totalité.


Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville le 18 octobre 1963.

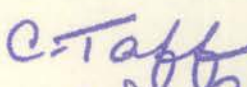
Pour la Compagnie d'Entreposage et  
de Warrantage "CENWARRAN" :

Pour L'OPERATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

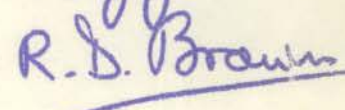
R. GONCALVES  
Mandataire

  
C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs

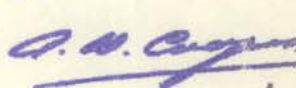
Visas: Conseiller Juridique Spécial

C. TAFF 

Chef Adjoint du Service  
d'Inspection

R.D. BROWN 

Chef, Section des Achats et de  
L'Approvisionnement

A. W. COOPER 



19 October

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : Charles Taff, Legal Adviser  
SUBJECT : Contract with Bell for lease of a Telephone Switchboard,  
Italian Hospital, Elisabethville

I refer to your memorandum dated 12 October, C/ADM 240/2  
attaching the above contract for my comments and/or approval. I see  
no objection from the legal point of view to the draft contract.

CT/em



C/ADM 610

19 October

3

TO : Mr. A.W. Cooper, Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : Charles Taff, Legal Adviser  
SUBJECT : Contract with Bell Telephone Manufacturing Co. for  
the maintenance of Telephone Switchboards

With reference to your memorandum of 12 October, C/ADM/240/2, attaching amendment No. 1 to Bell standard contract for maintenance of telephone switchboard and equipment in Elisabethville for my comments and/or approval, I see no objection from the legal point of view to the amendment in question.

CT/ma



ETS. JOURET CONGO

S. C. R. L.  
DIRECTION

C/ADM 610  
Léopoldville, le 17 octobre 1963  
B. P. 2286

PJ/MV

A Monsieur le Chef des Opérations  
Civiles de l'Organisation des  
Nations Unies au Congo.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Par un contrat, daté du 1er avril 1961, notre Société a loué à l'O.N.U.C. une maison d'habitation meublée et un terrain nu de ± 6400 m<sup>2</sup> situés sur la parcelle n° 19 de la 17ème Rue du Lotissement de Limete.

Par votre lettre recommandée Réf. N.ACCN/940 du 31 mai 1963, vous résiliez le contrat pour la date du 30 juin 1963, cette résiliation étant conforme à l'article 2 du dit contrat.

A ce jour, nous sommes au regret de constater que les maisons d'habitation sont toujours occupées par des troupes de l'O.N.U.C.

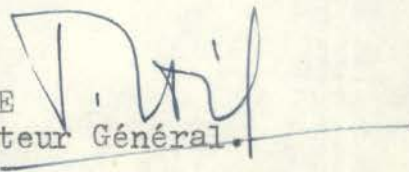
Au cours d'échanges de correspondances et de conversations téléphoniques entre votre représentant Monsieur Grindaill et nous-mêmes, nous nous étions mis d'accord sur des dates successives d'évacuation des lieux, manifestant de la sorte notre compréhension et notre bonne volonté devant les problèmes qui pouvaient se poser à votre Service du Logement.

A présent devant les difficultés insurmontables pour loger notre propre personnel, il ne nous est plus possible de différer et d'accepter un nouveau retard dans l'évacuation de nos maisons par vos troupes.

Nous voulons croire qu'il suffira que nous vous exposions cette situation regrettable et d'ailleurs irrégulière, pour que vous y mettiez fin sans autre délai.

Nous vous en remercions d'avance et vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de notre haute considération.

B JOIE  
Directeur Général.





# ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

*Call?*

DATE

FROM



Réf. N° ACCN/ 940

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Léopoldville, le 31 Mai 1963.

Recommandée.-

Concerne : C-11(a) Parcelle N°19, 17° Rue Lometé.

Messieurs,

Vu la réduction des forces de l'ONU au Congo, nous n'avons plus l'utilité de la parcelle mentionnée en rubrique. Par conséquent, nous nous voyons dans l'obligation de résilier le contrat conclu avec vous pour la date du 30 juin 1963, conformément à l'article 2 dudit contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir prendre contact avec nous afin de régler d'un commun accord les modalités de la remise de la parcelle.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos salutations les meilleures.

R.E. GRINDALL,  
Chef de la Section du Logement.

Etablissements Jouret-Congo,  
B.P. 723,  
LEOPOLDVILLE.-  
=====



DRAFT

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre PJ/MV, datée du 17 Octobre 1963.

Par une lettre (No. de réf. ACCN/940) du 31 mai 1963, le Service de Logement vous faisait part de notre intention de vous restituer le ~~terrain~~ de la parcelle No.19, 17ème rue, Limeté. Aucune mention n'était faite de la villa du fait que cette dernière était toujours occupée par les troupes de l'ONUC, comme vous l'indiquez d'ailleurs au troisième paragraphe de votre lettre.

Le Service de Logement m'informe qu'il avait été convenu que ~~la~~ ~~XXX~~ la maison d'habitation en question <sup>vous</sup> serait rendue dès qu'elle ne serait plus nécessaire au logement de troupes. En date d'aujourd'hui, les autorités militaires considèrent encore ces locaux comme essentiels, du moins pour le moment.

Nous vous ferons aussi remarquer que puisque vous n'avez pas consenti à accepter la résiliation du contrat pour le terrain à partir du 30 juin 1963, sans que la villa vous soit également rendue, l'ONUC a continué à payer le loyer pour la parcelle toute entière. Le contrat est donc toujours en vigueur.

Néanmoins, tout en regrettant que la situation actuelle ne nous permette pas d'accéder à votre requête, soyez assurés que nos représentants feront tout leur possible pour vous permettre de résoudre votre problème de logement le plus aisément et le plus rapidement possible.

Avec la conviction, qu'un esprit de coopération et de bonne entente continuera à <sup>régn</sup>~~régn~~er dans les relations entre vos Etablissements et l'ONUC, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ~~notre~~ haute considération.



Mr. P. Joie  
Directeur Général  
Jouret Congo  
B.P. 2286, Leo



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM 240/2

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

12 October 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Service

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Contract with Bell for lease of a Telephone  
Switchboard, Italian Hospital, Elizabethville

Forwarded herewith please find one copy of draft contract with Bell Telephone for the lease of their telephone switchboard installed at the Italian Hospital Elizabethville.

It will be appreciated if we may please receive your comments and/or approval at your earliest convenience.

*A. M. Coates*

CONTRAT DE LOCATION  
INSTALLATIONS TELEPHONIQUES PRIVEES

Entre les soussignés:

BELL TELEPHONE MFG Cy  
Bureaux Bldg Texaco av. Port BP. 8632  
Léopoldville

ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO (ONUC)  
Bdg "Le Royal", BP. 7248, Léopoldville

ci-après dénommée "L'Abonné" d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1. - La Compagnie louera à l'Abonné l'appareillage téléphonique décrit ci-dessous

Un commutateur 7120-3/20  
Treize postes téléphoniques  
Un poste opérateur à clavier.

Cette installation est en service à l'Hôpital Italien ONUC, Elisabethville.

Article 2. - L'Abonné prend l'installation dans l'état où elle se trouve et la reconnaît en bon état de fonctionnement, ce matériel restant la propriété de la Compagnie.

Article 3. - L'Abonné s'engage à retourner ledit matériel à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive de la Compagnie sans que celle-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages - intérêts à ce titre.

Article 4. - L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance de location de base de US \$ 775 par an. Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire à Léopoldville. Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscale dont l'Abonné est exonéré. Au cas où le contrat serait résilié au cours de l'année, selon les conditions requises à l'article 6, la redevance sera calculée au prorata de la période écoulée.



Article 5. - A la date d'expiration du présent contrat, suite à un préavis conformément à l'article 6 ci-dessous, le paiement des redevances sera arrêté automatiquement nonobstant tout litige ou réclamation résultant de l'utilisation du matériel.

Article 6. - Le présent contrat entrera en vigueur à la date du 1er janvier 1963. Il est conclu pour une période d'une année et est renouvelable par tacite reconduction par période de six mois, s'il n'est pas dénoncé par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours. Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la Compagnie par lettre recommandée, avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies, au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région d'Elisabethville.

Article 7. - Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. - Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 9. - Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies Au Congo.

Fait à Léopoldville le.....

Pour l'Abonné

Pour la Compagnie

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
ONUC

R. GRAMERS  
Adjoint Directeur

Visas: Conseiller Juridique Special.....  
Chef du Service de l'Inspection.....  
Chef du Service des Achats et de  
L'Approvisionnement.....



12 October

3

TO : Chief, Purchasing and Supply Section  
FROM : Rémy Gorgé, Principal Legal Adviser and Political Adviser  
SUBJECT : Draft of Contract with Blanchisserie Belgica

With reference to your memorandum of 11 October 1963, I wish to advise that I see no objection from the legal point of view to the draft contract with Blanchisserie Belgica.

RG/mm



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM/240/2

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

12 October 1963

To: Legal Adviser  
Deputy Chief and Inspection Service

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Contract with Bell Telephone Manufacturing Co.  
for the maintenance of Telephone Switchboards.

1. Forwarded herewith please find one copy of amendment No. 1 to Bell standard contract for maintenance of telephone switchboard and equipment in Elizabethville.
2. It will be appreciated if we may please receive your comments and/or approval at your earliest convenience.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'A. M. Congo', is written over a horizontal line.



CONTRAT D'ENTRETIEN  
INSTALLATION TELEPHONIQUES PRIVEES

AVENANT No. I

Entre les soussignés

BELL TELEPHONE MFG COY  
Bureaux bldg Texaco av. du Port BP 8632  
LEOPOLDVILLE

Ci-après

dénommée "La Compagnie" d'une part;

et

L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO  
Bldg "Le Royal" BP 7248  
LEOPOLDVILLE

Ci-après dénommée "L'Abonné d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Le "contrat d'entretien - Installations téléphoniques privées," passé le 23 octobre 1963 entre les parties ci-dessus dénommées, pour l'entretien des commutateurs décrits ci-dessous:

1. Un commutateur du type 7035 - 10/50  
Un poste opérateur pour dito  
Un redresseur de courant sans batterie  
Cinquante postes téléphoniques  
Cette installation est en service au Q.G. "Nouvel Hôpital", Elisabethville;
2. Un commutateur du type 7120 - 3/20  
Treize Postes téléphoniques  
Un Poste opérateur à clavier  
Cette installation est en service à l'Hôpital Italien ONUC, Elisabethville
3. Un commutateur du type 7006 B - 1/6  
Un redresseur de courant  
Une sonnerie  
Six postes téléphoniques  
Cette installation est en service à la section des logements ONUC coin Av. Gambela et Av. Saio à Elisabethville.

est modifié et complété par les rectifications et adjonctions suivantes:

Article 2.- Modalités de l'entretien

Para 2.1 à la deuxième ligne, au lieu de :

"et au maintien de l'installation en son état de fonctionnement"



lire:

"et au maintien de l'installation en bon état de fonctionnement".

Article 4.- Redevances Para 4.1 au lieu de la dernière phrase:  
"Cette redevance est payable annuellement"

lire:

"Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire" à Léopoldville.

Para 4.2, le 2ème alinéa :

"Ce~~x~~ prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales éventuelles qui seraient facturées en sus suivant des dispositions légales".

Est remplacé par :

"Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscales dont l'abonné est exonéré".

Article 5.- Date du Contrat

Cet article est annulé et remplacé par le suivant:

Article 5.- Date et durée du Contrat

Le présent contrat entrera en vigueur à la date du 1 janvier 1963. Il est conclu pour une durée d'une année et est renouvelable par tacite reconduction par période de six mois, s'il n'est pas dénoncé par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours.

Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la compagnie par lettre recommandée avec effet immédiat au cas où pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ses activités à Elisabethville.

Article 7.- Frais divers

Cet article est annulé.

Article 8.- Assurance

a) Le premier paragraphe est ainsi complété:



Le personnel de la compagnie ne sera en aucun cas considéré comme agent ou employé de l'Opération des Nations Unies et ne jouira pas des privilèges et immunités dont bénéficient les membres de l'Opération.

b) Le deuxième paragraphe est annulé.

Article 9.- Litiges

Le texte de cet article est annulé et remplacé par le suivant:

Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

A LA SUITE DE L'ARTICLE 9, LES ARTICLES SUIVANT SONT AJOUTES:

Article 10.- Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 11.- Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies au Congo.

Léopoldville, le 23 octobre 1963

Pour l'abonné

Pour la Compagnie

C. SEWARD

Chef des Services Administratifs  
ONUC

R. CRAMERS

Adjoint Direction

Visas: Conseiller Juridique Spécial.....  
Chef du Service de l'Inspection.....  
Chef du Service des Achats et  
de l'Approvisionnement .....



C/ADM 610

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM/520/1/27

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

11 October 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Audit and Inspection Service.

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Draft of Contract with Blanchisserie Belgica

Forwarded herewith please find one copy of draft of Contract with Blanchisserie Belgica covering laundering and ironing of linen and uniforms.

It will be appreciated if we may please receive your comments and or approval at your earliest convenience.

*A. H. Cooper*



## CONTRAT DE BLANCHISSAGE

Entre les soussignés      L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO  
Building Le Royal, B.P. 7248, Léopoldville  
représentée par M. Carey SEWARD, Chef du  
Services Administratifs,

ci-après dénommée "l'ONUC" d'une part

Et                              La BLANCHISSERIE BELGICA, 2, Avenue du Pont,  
Léopoldville représentée par M.R. De Wolf.

ci-après dénommée "La Blanchisserie" d'autre part.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. - L'ONUC confie à la Blanchisserie le blanchissage et le repassage du linge plat, pièces d'uniformes et autres du personnel militaire des divers contingents des Forces de l'ONUC stationnant à Léopoldville, ainsi que le blanchissage et le repassage du linge du service du logement et du Club ONUC N'Galiema.

Article 2. - Le blanchissage est effectué dans des machines automatiques suivant un cycle établi permettant un blanchissage impeccable selon les règles de la profession. Les produits de lessive utilisés, à l'exclusion de tous détergents, constituent des mélanges tombant dans la catégorie des secrets de fabrication. La Blanchisserie donne toute garantie formelle à leur égard; ils n'attaquent pas le linge et ne lui communiquent aucune odeur désagréable et n'ont aucun effet malsain.

Article 3. - Les linges, uniformes et autres seront déposés et repris à la Blanchisserie par les soins de l'ONUC.

Article 4. - La Blanchisserie s'efforcera de maintenir un délai habituel de 4 jours pour effectuer les opérations lui incombant. Tout cas de force majeure entraînant un retard devra être immédiatement signalé au fonctionnaire de l'ONUC chargé du contrôle de l'application des présentes dispositions.

Article 5. - Le prix par kilo pour le blanchissage et le repassage du linge plat, pièces d'uniformes et autres est établi à 29 francs congolais. Les poids servant aux décomptes sont ceux du linge pris en charge à l'entrée par la Blanchisserie.

Article 6. - En fin de mois la Blanchisserie adressera à la Section des Achats et de l'Approvisionnement de l'ONUC une facture établie en 5 exemplaires (un original et 4 copies) à laquelle seront joints les bons de réception certifiés par les officiers et fonctionnaires responsables des différents contingents de l'ONUC du service du logement et du Club ONUC N'Galiema. Les sommes dues par l'ONUC seront payées à la Blanchisserie en francs congolais.



Article 7.- Au cas où il serait prouvé qu'au cours des diverses manipulations la Blanchisserie aurait perdu ou abîmé des effets appartenant à l'ONUC, La Blanchisserie s'engage à les remplacer ou les payer à leur juste valeur.

Article 8.- Le présent contrat entrera en vigueur le 1 Août 1963. Il est conclu pour une période allant jusqu'au 31 décembre 1963 et est renouvelable par tacite reconduction par période de 6 mois s'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée un mois avant l'échéance de la période en cours. Nonobstant les dispositions précédentes, l'ONUC pourra mettre fin au contrat en tout temps et immédiatement en le notifiant à la Blanchisserie par lettre recommandée, au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 9.- Il est spécifié que le présent contrat ne donne aucun monopole à la Blanchisserie.

Article 10.- Toutes contestations et litiges entre les parties auxquelles donnerait lieu l'exécution du présent contrat, et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord, seront soumis à la demande des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 11.- Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 12. Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies au Congo.

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM 610 GEN

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

7 October 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Service  
Chief Finance Officer

From: Chief Purchasing and Supply Section

Subject: Amendment No. 3 to Contract CON 133/62. Cenwarran

Forwarded herewith for your information and  
records please find two copies of the captioned amendment.

*A. H. C. [Signature]*



AVENANT NO.3 AU CONTRAT  
CON 133/62  
du 18 Avril 1962

ENTRE

d'une part: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,  
représentée par M.C. SEWARD, Chef des  
Services Administratifs de l'ONUC, ci-après  
dénommée "LES NATIONS UNIES" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part: La COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE  
(CENWARRAN) S.C.R.L., représentée par son  
mandataire à Léopoldville, M. R. GONCALVES,  
ci-après dénommée "CENWARRAN".

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Le texte de l'article 13 du contrat original est annulé et  
remplacé par le suivant:

Article 13. CENWARRAN est en outre chargée, sur demande des NATIONS  
UNIES, du transport par camion des marchandises de l'ONUC, dans le  
rayon de Léopoldville et de ses environs immédiats, au prix forfaitaire  
de 5.80 dollars U.S.A. la tonne transportée, sans limite de  
kilométrage et d'heures de service, avec cependant une garantie  
minima de 11.60 dollars U.S.A. par transport.

Le présent avenant prend effet rétroactivement le 1er Mars 1962.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville le 2 Octobre 1963.

Pour La Compagnie d'Entreposage et  
de Warrantage CENWARRAN:

Pour l'OPERATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

R. GONCALVES

Mandataire

*R. Goncalves*

C. SEWARD

Chef des Services Administratifs.

*C. Seward*

VICAS: Chef, Section des achats et de  
l'approvisionnement:

*A. W. Cooper*  
A. W. COOPER

Conseiller Juridique Spécial:

C. TIEFF

*C. Tieff*

Chef Adjoint du Service d'Inspection: R. D. BROWN

*R. D. Brown*



AVENANT NO. 3 AU CONTRAT  
CON 133/62  
du 18 Avril 1962

ENTRE

d'une part: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO,  
représentée par M.C. SEWARD, Chef des  
Services Administratifs de l'ONUC, ci-après  
dénommée "LES NATIONS UNIES" ou "l'ONUC";

ET

d'autre part: La COMPAGNIE D'ENTREPOSAGE ET DE WARRANTAGE  
(CENWARRAN) S.C.R.L., représentée par son  
mandataire à Léopoldville, M. R. GONCALVES,  
ci-après dénommée "CENWARRAN".

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Le texte de l'article 13 du contrat original est annulé et  
remplacé par le suivant:

Article 13. CENWARRAN est en outre chargée, sur demande des NATIONS  
UNIES, du transport par camion des marchandises de l'ONUC, dans le  
rayon de Léopoldville et de ses environs immédiats, au prix forfaitaire  
de 5.80 dollars U.S.A. la tonne transportée, sans limite de  
kilométrage et d'heures de service, avec cependant une garantie  
minima de 11.60 dollars U.S.A. par transport.

Le présent avenant prend effet rétroactivement le 1er Mars 1962.

Tous les autres termes du contrat restent inchangés.

Fait en français à Léopoldville le 2 Octobre 1963.

Pour La Compagnie d'Entreposage et  
de Warrantage CENWARRAN:

Pour l'OPERATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

*Signé R. Goncalves*

R. GONCALVES  
Mandataire

*Signé C. Seward*

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs.

VISAS: Chef, Section des achats et de  
l'approvisionnement:

*A. W. Cooper*  
A. W. COOPER

Conseiller Juridique Spécial:

C. TAFF *C. Taff*

Chef Adjoint du Service d'Inspection: R. D. BROWN *R. D. Brown*



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

C/ADM/240/2

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

5 October 1963

To: ✓ Legal Adviser  
Deputy Chief Audit and Inspection Service  
Chief Finance Officer

From: Chief Purchasing and Supply Section *a. n. c. [signature]*

Subject: Contract with Bell Telephone for lease of  
Teleprinters

Forwarded herewith for your information and  
records please find two copies of the captioned contract.



CONTRAT DE LOCATION  
INSTALLATIONS DE TELETYPEURS

Entre les soussignés:

BELL TELEPHONE MFG Cy  
Bureaux Bdg Texaco av. Port BP. 8632  
Léopoldville

ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO (ONUC)  
Bdg "Le Royal", BP. 7248, Léopoldville

ci-après dénommée "L'Abonné" d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1. - La Compagnie louera à l'Abonné deux télescripteurs Lorenz LO-15B composés chacun de

- un clavier
- un récepteur en page
- un perforateur
- un transmetteur
- un émetteur d'indicatif
- un dispositif d'arrêt automatique du moteur.

Le premier est en service au Bdg "Le Royal" le second à l'Aérodrome de la N'Djili. Les deux télescripteurs font l'objet d'un contrat séparé pour leur entretien et réparation.

Article 2. - L'Abonné prend les télescripteurs dans l'état où ils se trouvent et les reconnaît en bon état de fonctionnement, ce matériel restant la propriété de la Compagnie.

Article 3. - L'Abonné s'engage à retourner l'edit matériel à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive de la Compagnie sans que celle-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages-intérêts à ce titre.

Article 4. - L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance de location de base de FB 11.000 par an et par télescripteur. Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire. Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscale dont l'Abonné est exonéré. Au cas où le contrat serait résilié au cours de l'année, selon les conditions requises à l'article 6, la redevance sera calculée au prorata de la période écoulée.



Article 5. - A la date d'expiration du présent contrat, suite à un préavis conformément à l'article 6 ci-dessous, le paiement des redevances sera arrêté automatiquement nonobstant tout litige ou réclamation résultant de l'utilisation du matériel.

Article 6. - Le présent contrat entrera en vigueur à la date du 1er janvier 1963. Il est conclu pour une période d'une année et est renouvelable par tacite reconduction par période de six mois, s'il n'est pas dénoncé par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours. Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la Compagnie par lettre recommandée, avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région de Léopoldville.

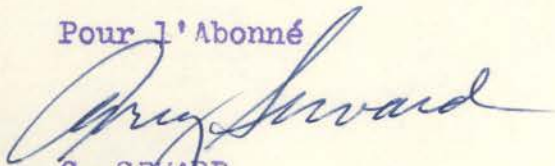
Article 7. - Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. - Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 9. - Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies Au Congo.


Fait à Léopoldville le. 2 Octobre 1963

Pour l'Abonné

  
C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
CNUC

Pour la Compagnie

  
R. CRAMERS  
Adjoint Directeur

Visas: Conseiller Juridique Special ..... 

Chef du Service de l'Inspection ..... 

Chef du Service des Achats et de  
l'Approvisionnement ..... 





CONTRAT DE LOCATION  
INSTALLATIONS DE TELETYPEURS

Entre les soussignés:

BELL TELEPHONE MFG Cy  
Bureaux Bdg Texaco av. Port BP. 8632  
Léopoldville

ci-après dénommée "La Compagnie" d'une part,

et: L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO (ONUC)  
Bdg "Le Royal", BP. 7248, Léopoldville

ci-après dénommée "L'Abonné" d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT:

Article 1. - La Compagnie louera à l'Abonné deux télescripteurs Lorenz LO-15B composés chacun de

- un clavier
- un récepteur en page
- un perforateur
- un transmetteur
- un émetteur d'indicatif
- un dispositif d'arrêt automatique du moteur.

Le premier est en service au Bdg "Le Royal" le second à l'Aérodrome de la N'Djili. Les deux télescripteurs font l'objet d'un contrat séparé pour leur entretien et réparation.

Article 2. - L'Abonné prend les télescripteurs dans l'état où ils se trouvent et les reconnaît en bon état de fonctionnement, ce matériel restant la propriété de la Compagnie.

Article 3. - L'Abonné s'engage à retourner l'edit matériel à l'expiration du présent contrat, toute usure et dépréciation étant à la charge exclusive de la Compagnie sans que celle-ci puisse prétendre à une indemnité ou dommages-intérêts à ce titre.

Article 4. - L'Abonné paiera à la Compagnie une redevance de location de base de FB 11.000 par an et par télescripteur. Cette redevance est payable annuellement par versement au crédit d'un compte "résident devises" à ouvrir auprès d'une banque désignée par le Conseil Monétaire. Ce prix ne comprend pas les taxes et charges fiscale dont l'Abonné est exonéré. Au cas où le contrat serait résilié au cours de l'année, selon les conditions requises à l'article 6, la redevance sera calculée au prorata de la période écoulée.



Article 5. - A la date d'expiration du présent contrat, suite à un préavis conformément à l'article 6 ci-dessous, le paiement des redevances sera arrêté automatiquement nonobstant tout litige ou réclamation résultant de l'utilisation du matériel.

Article 6. - Le présent contrat entrera en vigueur à la date du 1er janvier 1963. Il est conclu pour une période d'une année et est renouvelable par tacite reconduction par période de six mois, s'il n'est pas dénoncé par l'une ou par l'autre des parties par lettre recommandée, un mois avant l'échéance de la période en cours. Nonobstant les dispositions précédentes, l'abonné pourra mettre fin au contrat, en tout temps, en le notifiant à la Compagnie par lettre recommandée, avec effet immédiat au cas où, pour une raison quelconque, l'Opération des Nations Unies au Congo cesserait ou diminuerait ses activités dans la région de Léopoldville.

Article 7. - Toutes contestations et litiges entre les parties, auxquels donnerait lieu l'exécution du présent contrat, et qui ne seraient pas réglés d'un commun accord, seront soumis, à la demande de l'une des parties, à un arbitrage d'après la procédure arbitrale de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

Article 8. - Tout amendement aux articles ci-dessus sera constaté par écrit et annexé sous forme d'avenant au présent contrat avec lequel il formera un tout.

Article 9. - Le présent contrat n'implique aucune dérogation aux privilèges et immunités dont jouit l'Opération des Nations Unies Au Congo.

Fait à Léopoldville le. 2. Octobre 1963

Pour l'Abonné

Signed (C. Seward)

C. SEWARD  
Chef des Services Administratifs  
ONUC

Pour la Compagnie

Signed (R. Cramers)

R. CRAMERS  
Adjoint Directeur

Visas: Conseiller Juridique Special ..... *CS* .....

Chef du Service de l'Inspection ..... *R. Brown* .....

Chef du Service des Achats et de  
l'Approvisionnement ..... *[Signature]* .....